

BRÈVES SECTORIELLES Espagne & Portugal

Une publication du SER de Madrid et du SE de Lisbonne
octobre 2023

« Les brèves trimestrielles du Développement Durable et de l'Industrie prennent désormais une envergure régionale et changent de format pour une lecture plus agréable à l'écran ! Elles seront désormais mutualisées et co-rédigées par le service économique régional de Madrid et le service économique de Lisbonne. Nous vous souhaitons une bonne lecture ».

Emmanuel Cros et Nicolas Séjour

Le chiffre du mois

LE CHIFFRE A RETENIR

51%

La part des ENR dans le mix électrique espagnol sur la période janvier et septembre 2023 (soit une augmentation de +12,2% par rapport à la même période 2022).

Energie

Un projet pilote d'autoconsommation photovoltaïque dans le secteur ferroviaire espagnol. L'opérateur ferroviaire RENFE annonce son premier projet d'autoconsommation photovoltaïque d'une capacité de 20 MW pour alimenter ses trains. RENFE prévoit d'investir près de 27 M€ dans la construction de la première centrale pilote (qui sera située dans la ville d'Olmedo, dans la province de Valladolid), qui marquera le début d'un projet qui comprendra jusqu'à 34 centrales photovoltaïques et qui représentera un investissement de 350 M€ sur l'ensemble du territoire.

Le gouvernement portugais revoit à la hausse ses ambitions énergétiques dans le cadre de la révision de son Plan National pour l'Energie et le Climat (PNEC) 2030. Le 30 juin 2023, le Portugal a soumis à la Commission européenne un projet d'actualisation de son PNEC 2030. Les travaux de révision de ce plan se poursuivront dans les prochains mois, en vue de soumettre une version finale d'ici le 30 juin 2024. Ce nouveau plan revoit à la hausse les principaux objectifs à l'horizon 2030, avec entre autres : une réduction de 55% des émissions de gaz à effet de serre par rapport à 2005 (contre -45% à -55% avant révision), une part de 85% de renouvelables dans le mix électrique (contre 80% avant révision) et de 49% dans la consommation finale brute d'énergie. Ces objectifs seraient atteints par une augmentation significative de la capacité installée dans l'éolien offshore (de 0,3 GW à 10 GW), le photovoltaïque (de 9 GW à plus de 20 GW) et l'hydrogène vert (de 2,5 GW à 5,5 GW).

Soutien du ministère espagnol de la Transition Ecologique (MITERD) à la création de communautés énergétiques. Le MITERD a récemment annoncé la sélection de 79 projets dans le cadre du 1^{er} appel à manifestation d'intérêt visant à soutenir les communautés énergétiques, avec une enveloppe de 200 M€ provenant des fonds *Next Generation*. L'objectif est de stimuler la création de nouvelles communautés énergétiques de diverses natures en mettant en œuvre des initiatives de sensibilisation, de conseil et de soutien visant à promouvoir et à étendre la connaissance générale de cette approche coopérative de production et de consommation d'EnR. Il est important de noter que 63 % des bénéficiaires sont des entités publiques, parmi lesquelles la Catalogne (1,9 M€), l'Andalousie (1,9 M€), la région de Valence (1,8 M€) et l'Aragon (1,7 M€).

La hausse des importations portugaises de gaz, notamment de Russie, remplit les réservoirs à 100% de leur capacité. La concurrence sur les prix pour début octobre est lancée. Après avoir été sous la barre des 100% depuis début juin, les réserves de gaz naturel liquéfié (GNL) du Portugal sont depuis la mi-août au maximum de leur capacité, grâce notamment à un arrivage provenant de Russie – le 3^{ème} de l'année – au début du mois d'août. D'après l'*Aggregated Gas Storage Inventory*, le stockage de GNL couvrirait 6,3% de la consommation annuelle (contre 28% en UE), démontrant une importante dépendance aux importations périodiques. Les principaux fournisseurs en GNL sont le Nigéria (43% sur les huit premiers mois de l'année) et les Etats-Unis (40%). Avec la hausse des importations en 2023, la Russie se place désormais comme 3^{ème} fournisseur (8,7%). Quant à eux, les prix du gaz devraient augmenter de 4% au 1^{er} octobre pour le fournisseur Galp, conséquence de « la hausse des coûts de l'énergie dans les marchés de gros et de la hausse des tarifs d'accès au réseau ». Le fournisseur Energias de Portugal (EDP) réduira, quant à lui, la facture de ses clients de 26% au 1^{er} octobre.

L'association des professionnels de la filière nucléaire contre la fermeture programmée du parc espagnol à l'horizon 2035. La Sociedad Nuclear Española, principale association professionnelle du secteur, a exprimé ses positions lors de son congrès annuel qui s'est tenu les 3 et 4 octobre à Tolède. L'association a plaidé en faveur de la « reconnaissance de l'énergie nucléaire comme un objectif stratégique majeur pour le futur gouvernement ». Elle a souligné l'importance cruciale des centrales nucléaires dans la réduction des coûts énergétiques. De plus, elle a appelé à la prolongation de la durée de vie des centrales au-delà de 2035, s'opposant ainsi à la proposition de l'actuel gouvernement de coalition PSOE – Podemos, qui défend un plan de fermeture échelonnée, entre 2027 et 2035, des sept réacteurs en service.

Financement d'études de faisabilité pour la conversion de déchets biodégradables en biogaz En amont du Salon international sur le biogaz qui s'est tenu à Valladolid les 3 et 4 octobre et auquel ont participé une dizaine d'entreprises françaises (dont VEOLIA, WAGA, S3D, METHALAC), le ministère espagnol de la Transition Ecologique a annoncé un financement de 1,35 M€ (issus des fonds Next Generation). Ce financement vise à soutenir la réalisation d'études de faisabilité sur la conversion des déchets en biogaz, principalement pour l'autoconsommation en chauffage et la production d'électricité. Les études évalueront les solutions techniques et les retours sur investissement, offrant ainsi aux entreprises et aux administrations les éléments nécessaires pour prendre des décisions éclairées. Les analyses se dérouleront progressivement, l'IDAE prenant des décisions en fonction des résultats obtenus. Les études comprendront des tests en laboratoire et des essais visant à caractériser les substrats utilisés." Par ailleurs, alors que la production annuelle de biogaz atteint actuellement environ 3 TWh, le plan national révisé en matière d'énergie et de climat vise à augmenter cette production à 20 TWh d'ici à 2030.

Environnement

Lancement d'un nouvel appel d'offres international pour la prospection de lithium au Portugal prévu pour les prochains mois. Le gouvernement avait annoncé publiquement en février 2022 que l'appel d'offres pour la prospection et la recherche de lithium dans six nouvelles régions du Portugal était prêt à démarrer, suite à l'évaluation environnementale stratégique – demandée en 2020 et réalisée en 2021 – par la Direction générale de l'énergie et de la géologie (DGEG). Un an et demi plus tard, une source officielle du ministère de l'Environnement et de l'Action climatique a déclaré à la presse que le dossier était en cours d'achèvement et que l'attribution des droits serait prévue dans les mois à venir. Le Portugal est considéré comme le pays possédant les plus grandes réserves de lithium en Europe. Début septembre 2023, l'Agence environnementale portugaise a donné son feu vert au 2^{ème} projet d'exploitation minière de lithium dans le pays.

Présentation du rapport sur la gestion de la sécheresse en 2023.

En septembre, les ministères espagnols de la Transition Ecologique et de l'Agriculture ont publié un rapport alarmant sur la sécheresse. Il indique que 14,6 % du territoire se trouve en situation d'urgence, tandis que 27,4 % est en alerte en raison de précipitations insuffisantes. Cette situation a contribué à l'importante diminution des quantités d'eau dans les réservoirs, avec seulement 37 % de leur capacité totale de stockage (20 482 hm³) au 30 septembre. Les secteurs les plus durement touchés sont la région de Murcie (28 %) et le fleuve Guadalquivir (20,2 %). Pour relever ce défi, le gouvernement prévoit d'investir 11,8 Md€ (issus des fonds Next Generation) dans les Plans Hydrologiques de 3^{ème} génération couvrant la période 2022-2027 et axés sur le dessalement, la réutilisation de l'eau et l'amélioration des infrastructures hydrauliques. De plus, 3 Md€ seront alloués à la digitalisation du cycle de l'eau (voir brève ci-dessous).

2^{ème} appel à projets dédié à la digitalisation du cycle de l'eau. Le 26 septembre, le ministère espagnol de la Transition écologique a précisé que 30 projets avaient été retenus dans le cadre de ce 2^{ème} appel à projets, pour un total de 200 M€ de subventions publiques. Il s'inscrit dans le cadre du Plan de relance. Ces projets visent à financer différentes initiatives, notamment l'installation de capteurs en temps réel pour surveiller les prises d'eau publiques, la mise en place de compteurs intelligents pour surveiller la consommation d'eau, la réduction des pertes d'eau potable, la surveillance en temps réel des stations d'épuration et des déversements dans les cours d'eau publics. De plus, ces projets comprennent la création de jumeaux numériques et la modélisation mathématique des systèmes hydrauliques pour utiliser l'intelligence artificielle dans leur gestion, ainsi que la mise en place de plateformes de gestion de l'eau intégrées.

Les éleveurs espagnols souhaitent relancer le débat concernant l'interdiction totale de la chasse au loup.

L'organisation agricole et des éleveurs espagnole (Coordinadora de Organizaciones de Agricultores y Ganaderos) a annoncé son intention de solliciter auprès du futur gouvernement une révision de la législation en vigueur depuis 2021 qui classe le loup parmi les espèces strictement protégées partout sur le territoire. Elle souhaite ainsi que la chasse puisse être à nouveau autorisée au nord du fleuve Douro, soutenant que l'actuelle interdiction aurait entraîné depuis sa mise en place une augmentation de 20 % des attaques de loups contre le bétail en milieu rural (et 35 attaques signalées chaque jour).

Industrie

Projet stratégique de collaboration publique-privée relatif aux véhicules électriques de 2^{ème} génération (PERTE VEC II): le ministère espagnol de l'Industrie a reçu 186 propositions.

Le PERTE VEC II se décompose en deux lignes d'action :

- La première vise à encourager les investissements dans les capacités de production industrielle de batteries pour véhicules électriques, leurs composants essentiels et la production ou la récupération des

matières premières clés nécessaires (34 entreprises concernées et 48 projets déposés pour un investissement total envisagé de 5,8 Md€);

- La seconde à soutenir les plans d'investissement ciblant la chaîne de valeur industrielle des véhicules électriques et connectés, leurs systèmes, sous-systèmes et composants, ainsi que certains systèmes d'infrastructure auxiliaires nécessaires à leur déploiement (251 projets individualisés déposés pour un investissement total envisagé de 2,76 Md€).

Respectivement, elles pourraient mobiliser 909 M€ et 892 M€ de subventions directes (ainsi que 166 M€ et 319 M€ d'aides sous forme de prêt). Ces projets sont en cours d'évaluation. Le ministère travaillerait déjà sur un PERTE VEC de 3^{ème} génération qui pourrait être doté de 1,25 Md€ d'aides publiques.

LE CHIFFRE A RETENIR

8,5 Md€

Est le montant total
d'investissements des projets
présentés au PERTE VEC II (pour 2,2
Md€ d'aides publiques)

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme par intérim, Héctor Gómez, s'est rendu au congrès Airspace Integration Week, qui s'est tenu à Madrid la semaine 25 septembre. A cette occasion, il a insisté sur la nécessité pour le secteur public de continuer à soutenir l'initiative privée dans un domaine d'activité "en constante transformation technologique" et qui fait face à des "défis de durabilité très importants" dans un contexte de croissance constante du trafic aérien. Il a rappelé que son ministère avait lancé dès 2021 un fonds d'aide à l'industrie aéronautique, appelé Aerofondo, doté de 100 M€, avec la participation de la Société publique de propriété industrielle (SEPI), d'Airbus et d'un fonds d'investissement. Il a également rappelé qu'un projet stratégique de collaboration publique-privée (PERTE) a été présenté récemment dans le cadre du Plan de relance. Géré par le ministère des Sciences et de l'Innovation, il mobilisera environ 4,5 Md€ d'investissement d'ici à 2025 (dont 2,2 Md€ financés par des fonds publics) et a pour objectif de faire de l'industrie aérospatiale espagnole un acteur clé des nouveaux défis et opportunités liés aux transformations majeures attendues dans le secteur.

Transport

La Catalogne souhaite instaurer une nouvelle taxe sur la pollution des navires de croisière. La nouvelle taxe, qui s'ajouterait à la taxe touristique payée par les croisiéristes (avec un supplément pour ceux qui font escale à Barcelone), devrait être approuvée dans les prochains mois. Elle vise les émissions d'oxyde d'azote générées par les grands navires de plus de 5 000 tonnes lorsqu'ils sont à quai ou à l'ancre et s'établirait à 1440 € par navire. Les navires de croisière ne seraient pas les seuls concernés, puisque les pétroliers devraient payer environ 3 000 € par poste d'amarrage et les porte-conteneurs 550 €.

Ce projet trouve son origine dans la loi espagnole sur le changement climatique adoptée en 2019. Cette taxe, pionnière en Espagne mais similaire à celles déjà en vigueur dans certains pays d'Europe du Nord, pourrait rapporter environ 7,5 M€ par an au cours de sa première année complète d'application.

L'opérateur ferroviaire espagnol, RENFE, privatise sa division fret avec MSC comme partenaire industriel. L'entreprise publique espagnole a choisi l'armateur italo-suisse MSC comme nouveau partenaire pour sa filiale *Renfe Mercancías* (fret ferroviaire), à qui elle cédera au moins 50% des parts ainsi que la totalité de sa gestion. Depuis plusieurs années *Renfe Mercancías* accumule les pertes et se aujourd'hui à la limite de ses possibilités financières. MSC est un acteur de premier plan dans le domaine de la logistique en Europe. La compagnie a été retenue devant les deux autres finalistes, également dirigées par des armateurs : le danois Maersk et le français CMA CGM. Le montant de l'opération n'a pas été divulgué (il serait estimé à 200 M€). Une option serait de créer ex nihilo une entreprise commune, une autre serait de transférer les actifs au profit d'une des filiales de MSC.

Après avoir dépensé plus de 3 M€ en réalisation d'études pour la Ligne Grande Vitesse entre Lisbonne et Porto, Infraestruturas de Portugal souhaite lancer son premier PPP en janvier 2024. Le projet ferroviaire, qui doit relier Lisbonne et Porto en 1h15 (contre 2h49 actuellement) et qui sera étendu jusqu'à Vigo (Espagne), se découpe en trois phases de développement sur la partie portugaise, dont la première démarrerait en 2025. Le coût de la liaison entre Porto et Lisbonne est estimé à 4,5 Md€. En deux ans, Infraestruturas de Portugal (IP) a déjà signé 11 contrats d'acquisition de services sur le tronçon Lisbonne – Porto, pour une valeur de 3 M€. En juillet dernier, le vice-président d'IP, Carlos Fernandes, a annoncé vouloir lancer le partenariat public-privé (PPP) pour le premier tronçon de la ligne Porto - Oïã en janvier 2024, en accord avec l'engagement défini avec le gouvernement. Le deuxième PPP serait lancé les trois à quatre années suivantes. Le modèle pour chacun des PPP sera un contrat de concession pour la conception, la construction, la maintenance et le financement.

D'après le premier ministre portugais, la suspension des activités d'Autoeuropa pourrait avoir des conséquences nefastes sur le PIB et les exportations. L'usine de fabrication Volkswagen Autoeuropa de Palmela (près de Lisbonne) est considérée comme l'un des « plus grands investissements dans le pays » (inaugurée en 1991, pour l'équivalent de 4 Md€). Conséquence d'inondations survenues en août, l'usine slovène KLS de Ljubno – fournisseur du composant essentiel des moteurs des voitures qui sortent des usines d'Autoeuropa – enregistre des dégâts matériels à hauteur de 100 M€ et une reprise partielle d'activité prévue pour octobre. Sans composant, le fabricant portugais d'Autoeuropa a décidé de suspendre sa production jusqu'au 2 octobre. Près de 134 salariés temporaires de deux entreprises du parc industriel d'Autoeuropa ont déjà été licenciés. Le premier ministre António Costa déplore des conséquences négatives sur le PIB et les exportations portugaises.

La Commission européenne et le Gouvernement espagnol se sont mis d'accord pour différer le projet de remettre des péages sur les autoroutes espagnoles en 2024. En contrepartie, ce dernier s'est notamment engagé à stimuler le transport durable, en particulier le fret ferroviaire.

Tourisme

Conjoncture. Tous les records n'ont pas été battus, comme le prévoyaient les plus optimistes des acteurs du secteur touristique début 2023 après une excellente année 2022. Néanmoins, cet été a été très positif pour les entreprises, qui ont pu récupérer les pertes subies en 2020 et une partie de 2021. Avec une différence essentielle par rapport à 2019 : les prix sont à un niveau record après deux années d'escalade. Malgré cela, la demande s'est maintenue. L'activité touristique continue d'être l'un des principaux moteurs de la croissance économique en Espagne. Au premier semestre 2023, le tourisme a apporté un solde de 5,5 Md€ à la balance des paiements.

« Le tourisme représente un dixième de la production totale de services de l'économie espagnole, ce qui constitue une faiblesse potentielle. »

Agence de notation S&P dans son analyse de la santé de l'économie espagnole

Un plan de 100 M€ pour investir dans le secteur touristique portugais, dont la moitié dans le tourisme durable. Le ministre de l'Economie et de la Mer portugais, António Costa Silva a annoncé un programme d'investissement de 100 M€ pour le secteur du tourisme au Portugal. L'objectif principal est de transformer le tourisme au Portugal en l'un des plus durables au monde, sachant que 80% de la population se trouve sur la bande côtière et génère 70% du PIB national. 50 M€ seront alloués pour le développement d'un tourisme plus durable, en soutien des entreprises qui investissent dans ce segment. Le restant sera alloué à deux programmes : (i) un programme localisé en Algarve pour les entreprises qui souhaitent requalifier l'offre touristique (30 M€) et (ii) un programme « Call Turismo + Crescimento » de Portugal Ventures pour les entreprises qui souhaitent développer leurs activités et qui manquent de capitalisation (20 M€).

Le tourisme, stimulateur de l'économie portugaise, souffre d'un manque de main d'œuvre. En 2022, le tourisme a généré une contribution directe et indirecte de 29,2 Md€ au PIB portugais en 2022, soit 15,8% du total (9,8% en 2021). Au premier trimestre 2023, les recettes touristiques ont dépassé de 38% celles de 2019 sur la même période et le nombre de passagers aériens a atteint un niveau record de 31 millions (+28% en glissement annuel). Pourtant, il manquerait près de 50 000 travailleurs dans le secteur. Au T2 2023, l'hébergement et la restauration employaient 286 600 personnes, soit près de 6% de la main d'œuvre du pays.

En Espagne, le taux d'occupation des hôtels est proche de son niveau d'avant pandémie, malgré des prix 25% en hausse depuis 2019. Les entreprises affirment qu'une partie des augmentations est due à la hausse des coûts (en particulier pour l'énergie), à l'amélioration des installations hôtelières et à la recherche d'une clientèle aux revenus plus élevés. Les hôtels cinq étoiles ont connu les plus fortes augmentations de prix depuis 2019 : l'indice global a augmenté de 42%. La plus forte augmentation concerne les hôtels une étoile (49% au cours des 4 dernières années). Les hôtels deux, trois et quatre étoiles ont connu une hausse comprise entre 20 % et 30 %. Les prix hôteliers cet été n'ont jamais été aussi élevés. En août, le tarif moyen par chambre occupée s'est établi au niveau record de 136,45 €, soit 25% de plus qu'en 2019 (selon l'Institut national de la statistique, INE). Malgré la hausse des prix, les nuitées ont continué de croître, en hausse de 1,2% par rapport à août 2022, et se sont rapprochées des niveaux d'il y a quatre ans : 46,7 millions, 99% de ceux enregistrés l'été avant l'apparition du coronavirus. Le taux d'occupation s'établit à 75 %, proche de 77 % de 2019.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions:

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Madrid
espagne@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Madrid (Emmanuel CROS, Sandra DE GREGORIO, Alvaro ESPINO) et SE de Lisbonne (Nicolas SEJOUR, Sara GARCIA).

Abonnez-vous : espagne@dgtresor.gouv.fr